

Brochure n° 3381 | Convention collective nationale

IDCC : 2941 | **AIDE, ACCOMPAGNEMENT, SOINS ET SERVICES À DOMICILE (BAD)**

Avenant n° 63/2024 du 20 mars 2024

relatif à la formation professionnelle continue
(art. 25 « Priorités triennales » du titre VI de la convention)

NOR : ASET2450585M

IDCC : 2941

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FNAAFP CSF ;

UNADMR ;

UNA ;

ADEDOM,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FSS CFDT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Tous les 3 ans, les partenaires sociaux de la branche définissent des priorités d'action en matière de formation professionnelle continue.

Ces priorités d'action sont inscrites dans la convention collective, à l'article 25 du titre VI.

Le présent avenant vient préciser les priorités pour la période 2024-2026.

Article 1^{er}

L'article 25 du titre VI de la convention collective nationale est modifié comme suit :

« Article 25 | Priorités triennales »

Pour les années 2024, 2025 et 2026, les objectifs prioritaires de la branche sont les suivants :

- l'obtention de qualifications pour les catégories d'emplois peu ou pas qualifiés, et notamment les emplois d'intervention, en particulier par le DEAES, le DETISF, le DEAS et le DEI ;

- les actions de formation de perfectionnement et/ou évolution des compétences liées à l'emploi occupé ;
- les actions permettant la mise en œuvre de parcours professionnel pour notamment faciliter le maintien dans l'emploi des salariés ;
- l'obtention de qualification pour les emplois d'encadrement (notamment responsable de secteur et cadre de secteur) ;
- la qualification pour les emplois de direction (niveaux 6 et 7) conformément aux dispositions légales et réglementaires ;
- les contrats d'apprentissage, les contrats de professionnalisation et la Pro-A ;
- les formations liées à la fonction tutorale et maître d'apprentissage ;
- les formations permettant de prévenir et d'agir sur les risques professionnels notamment liés à la pénibilité et aux risques psychosociaux afin d'améliorer la qualité de vie et les conditions de travail (QVCT).

Ces priorités sont déclinées annuellement par la CPNEFP qui les communique à l'OPCO désigné. »

Article 2 | Durée

Le présent avenant est conclu pour une durée déterminée, jusqu'au 31 décembre 2026.

Article 3 | Agrément et date d'effet

Les partenaires sociaux demandent l'agrément du présent texte conformément aux dispositions de l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles.

Les dispositions conventionnelles sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2024.

Article 4 | Extension

Les partenaires sociaux demandent l'extension du présent texte.

Par nature, l'avenant s'applique à l'ensemble des structures de la branche, quelle que soit leur taille, y compris celles employant moins de 50 salariés.

Fait à Paris, le 20 mars 2024.

(Suivent les signatures.)